

20 OCTOBER 2016 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

DÉCLARATION À LA PRESSE DE M. FRANÇOIS HOLLANDE, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, SUR LA SITUATION EN SYRIE ET EN IRAK ET SUR LE ROYAUME-UNI ET L'UNION EUROPÉENNE, À BRUXELLES LE 20 OCTOBRE 2016.

[Télécharger le .pdf](#)

Journaliste : M. le Président, êtes-vous favorable à des sanctions contre la Russie pour son rôle en Syrie et à Alep ?

LE PRESIDENT : Aujourd'hui, la priorité est de prolonger la trêve. Hier soir, toute la nuit, avec la chancelière Merkel, nous avons fait pression sur Vladimir Poutine pour qu'il fasse son devoir, c'est-à-dire faire la trêve, cesser les bombardements, plutôt que de continuer à agir en soutien du régime syrien. Donc, toutes options sont ouvertes dès lors qu'il n'y aurait pas de trêve qui serait respectée et dès lors qu'il y aurait cette volonté d'écraser une ville, Alep, une ville martyre. Voilà pourquoi je viens à ce Conseil pour convaincre les Européens que nous devons mettre toute la pression nécessaire pour que la trêve puisse être prolongée, pour que l'aide humanitaire puisse être acheminée auprès de cette population martyre, et qu'ensuite une discussion politique puisse avoir lieu sur la Syrie.

Journaliste : Les combattants de Daesh quittent Mossoul pour Raqqa. Est-ce que Raqqa va devenir le deuxième front de la guerre contre Daesh ?

LE PRESIDENT : D'abord, Mossoul n'est pas encore reconquise. Ce sont les Irakiens soutenus par la Coalition -la France y prend sa part- qui doivent, avec les Peshmergas kurdes, reconquérir Mossoul. Je rappelle que Mossoul est la capitale de Daech. C'est là que ses dirigeants ont commandité les attentats qui ont eu lieu en France et partout ailleurs. Donc la prise de Mossoul est très importante mais si on laisse partir -ce qui est un risque- les dirigeants de Daech vers Raqqa, c'est vrai que le prochain objectif sera Raqqa en Syrie. Mais pour l'instant, il faut assurer la prise de Mossoul.

Je veux ajouter un mot sur Mossoul. Il ne s'agit pas simplement de faire une conquête militaire pour que les Irakiens puissent retrouver une ville qui est partie intégrante de leur territoire. Il faut qu'il y ait ensuite une ville dirigée, administrée et qu'il y ait l'inclusion de toutes les minorités pour éviter un déchainement de violence à Mossoul. Comprenez-moi bien. Regardez ce qui se passe à Mossoul où on fait en sorte que la population civile soit prise en compte, respectée, protégée, et regardez ce qui s'est passé ces derniers mois à Alep où les bombardements du régime et de son soutien russe n'ont pas, hélas, cessé et ont provoqué les conséquences que l'on ait.

Journaliste : Theresa May participe au Conseil européen aujourd'hui. Qu'en attendez-vous ?

LE PRESIDENT : Theresa May vient aujourd'hui comme membre de ce Conseil européen. Elle n'a pas encore déclenché l'article 50, donc elle est partie prenante de toutes les discussions sur l'Europe. Tant que le Royaume Uni n'est pas sorti, le Royaume Uni est dans l'UE.

Journaliste : Vous attendez des clarifications de Mme May ?

LE PRESIDENT : Je l'ai dit très fermement. Mme Theresa May veut un Brexit dur ? La négociation sera dure.

Merci.